

Japon

Pas à pas vers la TICAD V

TICAD V
1er-3 juin 2013 (Yokohama)



Réunion ministérielle préparatoire
16-17 mars 2013 (Éthiopie)



Réunion préparatoire d'experts de haut niveau
15-17 novembre 2012 (Burkina Faso)



Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

Ministère des Affaires étrangères du Japon
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japon.
<http://www.mofa.go.jp>

Photo de couverture : Koji Sato/JICA



Programme des Nations-Unies pour le développement



Banque mondiale

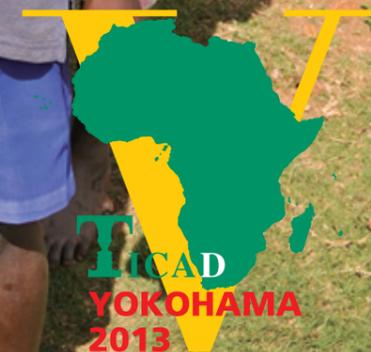


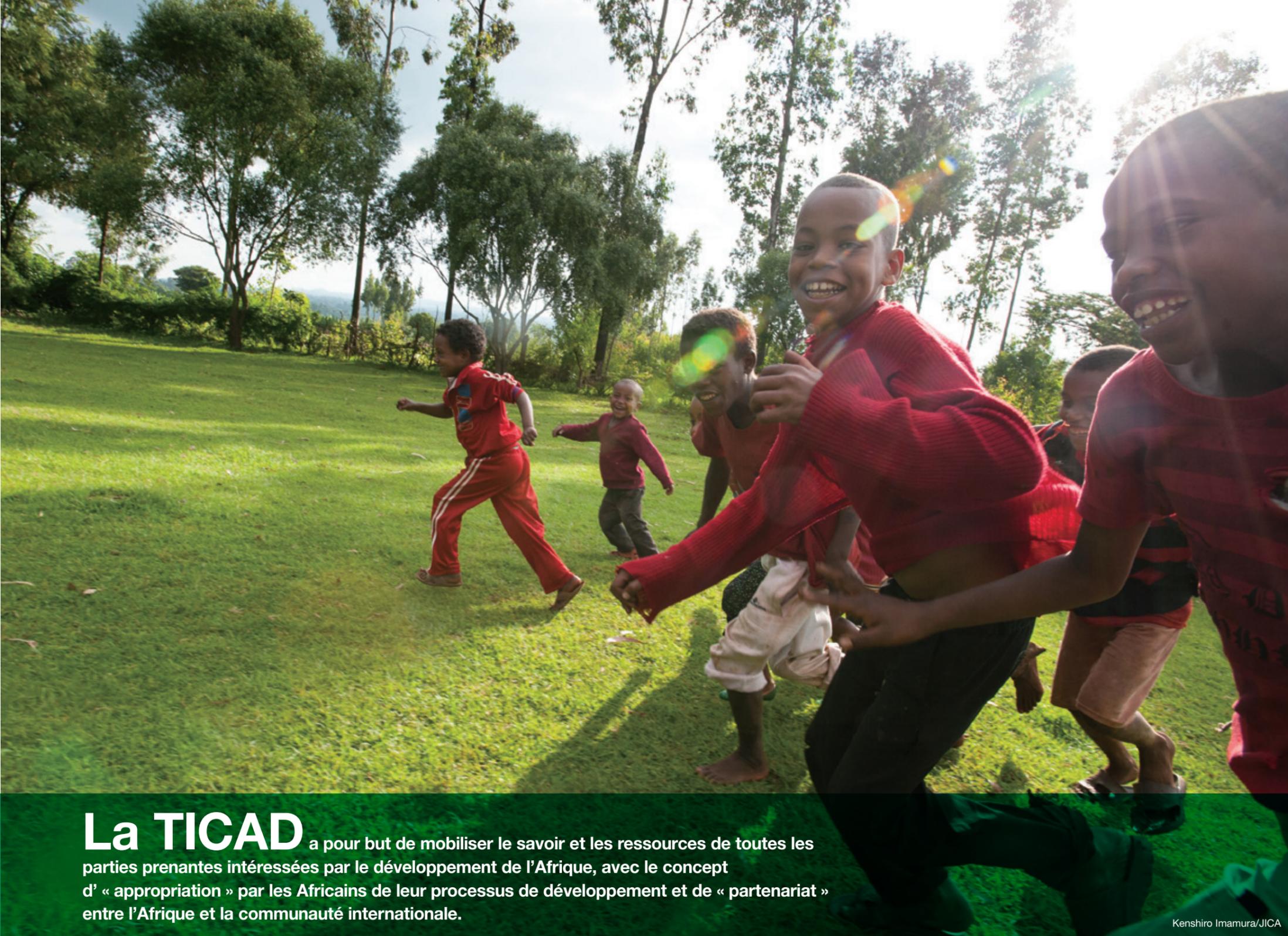
Commission de l'Union africaine

Mars 2013

TICAD V

Main dans la main avec une Afrique plus dynamique





La TICAD a pour but de mobiliser le savoir et les ressources de toutes les parties prenantes intéressées par le développement de l'Afrique, avec le concept d'« appropriation » par les Africains de leur processus de développement et de « partenariat » entre l'Afrique et la communauté internationale.

Kenshiro Imamura/JICA

À propos de la TICAD

TICAD est l'acronyme anglais de la « Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique » (Tokyo International Conference on African Development). Elle a été lancée par le Japon en 1993 afin de promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et les partenaires au développement sur les problèmes auxquels doit faire face l'Afrique, tel que le développement économique, la pauvreté ou les conflits. Depuis, la TICAD a évolué et est devenue une structure globale majeure pour faciliter la mise en œuvre de mesures pour la promotion du développement africain sous le double principe d'« appropriation » africaine et de « partenariat » international.

La TICAD est coorganisée par le Japon, la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique aux Nations unies (UNOSAA), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Ses parties prenantes incluent tous les pays africains et les partenaires au développement comprenant les organisations internationales/régionales, les pays donateurs, les pays asiatiques, le secteur privé et les organisations de la société civile.

Depuis sa création, le Japon a accueilli la conférence au sommet tous les 5 ans. La 5e conférence (TICAD V) aura lieu à Yokohama, Japon, du 1er au 3 juin 2013.



S.E. M. Youssou Ndour
Ministre du Tourisme et des Loisirs du Sénégal

L'Afrique tire d'énormes bénéfices de la TICAD. Le Japon, en effet, soutient les secteurs essentiels de l'Education et de la Formation, et il contribue beaucoup au renforcement des capacités et au transfert des technologies.

Le processus de la TICAD

La TICAD a deux objectifs essentiels: 1) promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires de développement ; 2) mobiliser le soutien aux initiatives de développement conçues par les Africains eux-mêmes.

Depuis que le Japon a accueilli la première conférence en 1993, celle-ci a été tenue au Japon tous les 5 ans.

TICAD I, 1993

Lors de la première conférence (TICAD I), les coorganisateur ont fait le voeu d'accroître l'aide au développement pour l'Afrique qui était en déclin depuis la fin de la guerre froide. Les participants ont adopté la Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, pour la poursuite des réformes économiques et politiques en Afrique, l'accroissement du développement du secteur privé, la coopération et l'intégration régionale et faire bénéficier le développement africain de l'expérience asiatique.

TICAD II, 1998

Lors de la seconde conférence (TICAD II), les défis du développement africain ont été abordés avec pour thème principal, la réduction de la pauvreté et l'intégration de l'Afrique à l'économie globale. Le programme d'action de Tokyo a permis de définir un cadre de coopération dans le processus de la TICAD, en définissant les buts communs, les objectifs et directives des actions à mettre en œuvre par l'Afrique et ses partenaires. La TICAD II a également préconisé le double principe suivant : appropriation par l'Afrique de son développement et partenariat avec la communauté internationale.

TICAD III, 2003

La troisième conférence (TICAD III) s'est engagée de manière explicite pour soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine, qui constitue un plan détaillé pour la paix, la croissance et le développement socio-économique de l'Afrique. La déclaration du 10e anniversaire de la TICAD, renouvelant l'engagement des dirigeants pour le développement de l'Afrique, a été adoptée lors de la conférence, en mettant particulièrement l'accent sur le concept de sécurité humaine.

TICAD IV, 2008

La TICAD IV, visant une Afrique qui gagne, a défini 3 domaines prioritaires : 1) Encourager la croissance économique ; 2) Assurer la « sécurité humaine », comprenant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la consolidation de la paix et la bonne gouvernance ; 3) Faire face aux problèmes de l'environnement et du changement climatique. Environ 3000 représentants, dont 41 chefs d'État africains ont participé à la TICAD IV. La Déclaration de Yokohama, confirmant l'engagement politique envers le développement africain, a été adoptée. Le Plan d'action de Yokohama, indiquant les mesures à mettre en œuvre pour une période de 5 ans, ainsi qu'un système de suivi de la TICAD, pour surveiller la mise en œuvre du plan d'action, ont également été établis. Depuis l'établissement de ce système de suivi, une réunion ministérielle de suivi a été organisée chaque année en Afrique, notamment au Botswana en 2009, en Tanzanie en 2010, au Sénégal en 2011 et au Maroc en 2012.

Le Japon a fait des progrès remarquables vis-à-vis des engagements qu'il avait prononcés lors de la TICAD IV. La plupart des objectifs, à savoir, le doublement de l'Aide publique au développement (APD) et des investissements directs en Afrique, ont été atteints.

1 L'Aide publique au développement japonaise envers l'Afrique, excepté l'allègement de la dette



2 Classement des investissements directs du Japon vers l'Afrique



S.E. M. Armando Emilio Guebuza
Président de la République du Mozambique

Le processus de la TICAD a montré un impact important sur le développement de l'Afrique depuis son commencement en 1993, particulièrement dans les domaines des infrastructures, de la logistique, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

TICAD V

La 5e conférence (TICAD V) aura lieu à Yokohama, Japon, du 1er au 3 juin 2013. La TICAD V constitue en outre la commémoration du 20e anniversaire du processus de la TICAD et le 50e anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine, organisme prédécesseur de l'Union africaine.

« Main dans la main avec une Afrique plus dynamique » sera le thème principal de la TICAD V. La conférence aura pour but la conservation de manière stable de la croissance économique actuelle de l'Afrique et la répartition des bénéfices de ce développement à toutes les couches sociales.

Lors de la TICAD V, des représentants du Japon, des pays africains, des organisations internationales, des pays donateurs, du secteur privé et de la société civile présenteront un plan d'action comprenant des actions spécifiques à mettre en œuvre par l'Afrique, le Japon et la communauté internationale. Les discussions seront basées sur les 3 thèmes suivants, étroitement reliés entre eux : « Une économie robuste et durable », « Une société inclusive et résiliente », « La paix et la stabilité ».

De nombreux événements seront également organisés lors de la TICAD V, tels que des séminaires, des symposiums et des expositions sur les thèmes concernés.



1

Une économie robuste et durable

Le secteur privé a joué un rôle important dans le développement économique de l'Afrique. La priorité sera placée dans le développement des infrastructures et des ressources humaines afin de promouvoir l'investissement privé, dans le but d'accélérer la croissance économique en Afrique.

2

Une société inclusive et résiliente

La croissance en Afrique est vitale pour assurer l'amélioration des conditions de vie de chaque personne sur le continent. La conférence a pour but d'exercer un leadership en établissant le cadre de développement post-2015, tout en promouvant la sécurité humaine et en donnant la priorité au rôle des femmes et des jeunes.

3

La paix et la stabilité

La paix et la stabilité sont les conditions préalables à la croissance en Afrique. La conférence discutera des moyens d'aider les initiatives des pays africains pour assurer leur paix et leur stabilité dans des domaines tels que la gestion des conflits ou les problèmes de sécurité transfrontalière, y compris la lutte contre le terrorisme et la piraterie, ainsi que la bonne gouvernance.



Dr Kandeh K. Yumkella

Directeur général de l'ONUDI et représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'initiative de l'Énergie durable pour tous
Je reste très optimiste quant à l'avenir du développement de l'Afrique, mais la renaissance du continent dépendra de la volonté politique et de la pertinence des choix qui seront faits. L'Afrique peut concrétiser son potentiel économique si les Africains prennent les devants pour définir les objectifs du développement post-2015 et s'assurent que l'essor du secteur privé et la création d'emplois sont au cœur du nouvel agenda. Je suis certain que la TICAD V, en tant qu'institution universelle, aidera à catalyser les décisions qui permettront d'assurer la reconnaissance des besoins économiques de l'Afrique comme problème d'intérêt mondial.

Le Japon et l'Afrique, Partenariat public et privé

L'investissement privé joue un rôle crucial dans la promotion d'une croissance durable et de qualité en Afrique. Les exemples suivants montrent comment le Japon a allié la technologie, les connaissances et l'expérience du secteur privé avec son Aide publique au développement en Afrique.

Assistance à l'Afrique par des initiatives conjointes des secteurs public et privé

Afin de permettre la croissance économique, un progrès social durable et une réduction de la pauvreté en Afrique, il devient de plus en plus important de créer de l'emploi, de faire augmenter les revenus, et de développer les capacités par l'investissement privé. En fait, le montant de l'investissement privé pour faire croître l'Afrique rapidement a déjà dépassé le montant total de l'Aide publique au développement (APD) japonaise. En même temps, l'intérêt des entreprises japonaises envers la croissance africaine augmente. Ainsi, alors que lors de la TICAD IV, en 2008, le Japon avait promis de doubler sa moyenne quinquennale d'investissements directs en Afrique, celle-ci avait déjà triplé à la fin de 2010.

Cependant, un manque d'infrastructures, de ressources humaines industrielles et de systèmes liés à l'investissement continue de freiner une nouvelle accélération de l'investissement en Afrique. La difficulté de résoudre ces problèmes par le seul secteur privé rend plus que nécessaire la mise en œuvre de mesures de la part de chaque pays africain, ainsi que le soutien de l'APD japonaise. Ces mesures seront discutées lors de la TICAD V et le Japon va renforcer ses efforts pour faire face à ces problèmes grâce à son APD ainsi que d'autres outils.

Il y a en fait déjà de bonnes pratiques de développement en Afrique, dirigées par le secteur privé japonais avec l'APD japonaise. Voici ci-dessous des exemples de ces projets qui correspondent aux thèmes principaux de la TICAD V : 1) Une économie robuste et durable ; 2) Une société inclusive et résiliente ; 3) La paix et la stabilité. Le Japon va utiliser pleinement les connaissances, la technologie et l'expérience des secteurs public et privé pour accélérer encore plus le développement en Afrique.

1 Une économie robuste et durable



Formation des moniteurs du CFPT au KDTC
(Photo : Kiyoshi Yotoriyama / JICA)



Un expert japonais donne un cours au CFPT
(Photo : Shinichi Kuno / JICA)

Collaboration entre l'APD japonaise et la société Komatsu au Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon (CFPT)

Le Sénégal est confronté à une pénurie de techniciens expérimentés, particulièrement dans les domaines des travaux publics, de la construction de routes et de la logistique. Depuis 1982, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a soutenu la mise en place et le fonctionnement du Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon, qui a formé environ 2300 diplômés jusqu'à présent. En outre, la société Komatsu a mis en place le Centre de formation Komatsu Dakar (KDTC), à Dakar, la capitale du Sénégal, en 2009, et formé ainsi des ressources humaines pour ses distributeurs en Afrique. La JICA et la société Komatsu collaborent pour aider la mise en œuvre d'une formation en maintenance industrielle lancée en 2012 par le CFPT. Non seulement la société Komatsu fournit des formations au KDTC pour les moniteurs du CFPT, mais elle envoie également, avec la coopération des distributeurs locaux, ses moniteurs du KDTC au CFPT pour former les moniteurs du CFPT avec le matériel et les installations du CFPT. Cette collaboration devrait permettre d'améliorer les capacités techniques des stagiaires formés par le CFPT dans le domaine de la maintenance industrielle et ainsi d'augmenter leurs chances de trouver un emploi. Le CFPT accepte également des stagiaires des pays limitrophes au Sénégal.

2 Une société inclusive et résiliente

Amélioration de l'alimentation des enfants au Ghana grâce à « KOKO Plus » de la société Ajinomoto

Le projet d'amélioration de l'alimentation des enfants au Ghana mis en œuvre par la société Ajinomoto vise à établir une activité commerciale durable pour faire face à la sous-alimentation des enfants, problème commun parmi les pays en développement tel que le Ghana. Au Ghana, l'aliment principal donné aux bébés au moment du sevrage consiste en une bouillie traditionnelle composée de maïs fermenté et appelée *koko*. L'apport énergétique, protéique et en micronutriments de cet aliment est néanmoins insuffisant, ce qui en fait une des principales causes de retard de croissance chez les enfants du pays. La société Ajinomoto a fourni sa technologie et son savoir-faire dans les domaines de la préparation alimentaire et de l'alimentation en acides aminés pour développer « KOKO Plus », un complément alimentaire. Avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la JICA fournit une aide pour développer un modèle et un plan commerciaux pour les compléments alimentaires de la société Ajinomoto au Ghana par le biais d'une étude préparatoire pour la promotion des activités BOP (Base of the Pyramid / Base de la pyramide).



Visite de l'usine de « KOKO Plus »



Des enfants essaient « KOKO Plus »

3 La paix et la stabilité

Déménagement au Mozambique et en Angola avec le matériel de déminage antipersonnel développé par la société Yamanashi Hitachi Construction Machinery

Le grand nombre de mines laissées en place après la guerre civile qui a eu lieu au Mozambique et en Angola freine le développement national de ces pays. Le matériel de déminage antipersonnel mis au point par la société Yamanashi Hitachi Construction Machinery Co., Ltd. permet d'aider les activités de déminage dans ces deux pays. Ce matériel de déminage se révélant d'une sécurité, d'une durabilité et d'une capacité de déminage exceptionnelles, a été développé en considérant les caractéristiques géographiques et les conditions de dissémination des mines particulières aux pays bénéficiaires. Le Japon a livré deux unités de ce matériel de déminage à l'Angola grâce au financement de l'Aide publique au développement (12 machines sont actuellement utilisées), et une unité au Mozambique grâce au financement par un fonds de contrepartie. La société Yamanashi Hitachi Construction Machinery fournit en outre son assistance technique aux pays récipiendaires en invitant des techniciens africains au Japon pour des stages de formation et en envoyant sur place ses techniciens japonais. L'Angola et le Mozambique ont décidé d'allouer une part de leur budget à l'achat supplémentaire de, respectivement, 20 unités et d'une unité de ce matériel de déminage afin d'accélérer le processus de déminage. Le Japon a encouragé les activités de déminages dans ces deux pays à travers des projets du PNUD financés par le Japon au Mozambique et une assistance technique à l'Institut national de déminage en Angola.



Matériel de déminage en action en Angola



Assistance technique sur place

(Photo : Yamanashi Hitachi Construction Machinery Co., Ltd.)